

RAPPORT D'ACTIVITÉS ET RÉSULTATS COMPTABLES 2017



RAPPORT D'ACTIVITÉS ET RÉSULTATS COMPTABLES 2017

- DIRECTION GÉNÉRALE
- SECRÉTARIAT GÉNÉRAL
- DIRECTION EMPLOI ET RECRUTEMENT
- DIRECTION EXPERTISE JURIDIQUE ET INSTANCES CONSULTATIVES
- DIRECTION SANTÉ ET CONDITIONS DE TRAVAIL



DIRECTION GÉNÉRALE



4,18 Équivalents Temps Plein

A: 2,49

B: 1,28

C: 0,41

ŧ

485 598 €

→ 8,5 % des dépenses de fonctionnement

dont **Mission générale** :

2,4 %

(503 326 € en 2016)

(4,73 ETP en 2016)



LE FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS DU CDG 64

Contexte

- → Le CA = organe délibérant composé de 29 membres titulaires et 25 membres suppléants
- → Le Bureau = le Président,
 4 Vice-présidents et
 3 administrateurs (délégations)

Coût mission

134 600 €

144 222 € en 2016

Frais de personnel, indemnités élus, frais de déplacement

7 réunions en 2017 :

- 2 réunions des commissions spécialisées
- 3 réunions du Bureau
- 2 réunions du Conseil d'Administration
 → 47 délibérations adoptées
- Des décisions importantes pour l'avenir de l'établissement, notamment :
- 2 nouvelles missions :
 - le Référent déontologue et la ïcité
 - la médiation préalable obligatoire, à titre expérimental
- Un projet d'accompagnement des collectivités sur la thématique des risques psychosociaux
- Les taux de cotisation des collectivités affiliées et adhérentes au CDG inchangés



LA COOPÉRATION RÉGIONALE DES CENTRES DE GESTION

Contexte et missions

- → Signature d'une Charte de coopération en juillet 2016 – 12 CDG de la Nouvelle Aquitaine
- → Mutualisation en matière de concours, emploi, FMPE...
- → CDG 33 : Centre coordonnateur des CDG de la Nouvelle Aquitaine

Coût mission

36 428 €

33 795 € *en 2016*

Mission commune en 2016 avec la Coordination nationale

28 réunions/manifestations au total :

- 2 réunions des Présidents et Directeurs
- 3 réunions des Directeurs et techniciens
- 15 réunions de Groupes de travail (Expertise Statut/RH, Instances médicales, Concours, Mutualisation, Refonte des Conférences Régionales pour l'Emploi)
- 3 réunions de l'Observatoire Régional
- 2 présentations de l'outil d'exploitation des bilans sociaux à la Commission FTP et RH de l'AMF
- 3 réunions du réseau Handipacte



LA COORDINATION NATIONALE DES CENTRES DE GESTION

Contexte et missions

→ Deux associations nationales pour fédérer l'action des CDG

Coût mission

19 087 €

33 795 € *en 2016*

Baisse du coût à relativiser car en 2016, mission commune avec la Coopération régionale 24 réunions/manifestations au total :

FNCDG : 2 réunions

ANDCDG : 17 réunions

- 9 réunions : commissions, groupes de travail, congrès...
- 8 réunions pour le développement du nouvel outil Bilan social
- Autres réunions au niveau national :
 - GIP Informatique : participation à 2 réunions de groupes de travail
 - FNP : participation à 1 réunion
 - **FIPHFP**: participation à **2** réunions





LA COORDINATION NATIONALE EN MATIÈRE D'OBSERVATION



Publication de Fiches Repères Nationales du Bilan Social 2015

Z

0

0

V

Développement d'une nouvelle application de saisie des Bilans Sociaux (8 réunions)



Participation au projet d'indicateurs du FIPHFP (4 réunions)



L'OBSERVATOIRE RÉGIONAL

Missions

- → Compétence obligatoire des CDG depuis la loi du 20 avril 2016
- → Observatoire Régional de l'Emploi et de la FPT créé en 2016
- → 2 CDG pilotes : CDG 64 CDG 17
- → Proposer aux collectivités des analyses sur l'emploi public territorial et la gestion des ressources humaines + des outils opérationnels

Coût mission

16 401 €

23 899 € en 2016

Mutualisation CDG Néo aquitains:
50 % chargée de mission

Observation et analyse sociale =
reversement à venir au CDG 64 de
8 938 € au titre de l'année 2017

- **15 publications régionales** (baromètres, Fiches « repères » et panorama de l'emploi public territorial)
- Développement de 3 nouveaux outils automatiques (panorama, baromètre et études sur le handicap)
- Mise à jour de 5 outils automatiques de synthèse des Bilans Sociaux
- Plusieurs supports communs régionaux dont un Site Internet (courriers, mails, FAQ, infographies...)
- Projet de refonte des Conférences Régionales de l'Emploi (2 réunions)
- 2 comités techniques (techniciens), 2 comités de pilotage (Directeurs) et 2 comités stratégiques (Présidents) de l'Observatoire

8



L'OBSERVATION DÉPARTEMENTALE

Missions

- → Assurer la mission générale d'information sur l'emploi public territorial
- → Gérer et collecter des données sociales sur l'ensemble des domaines de la GRH

Coût mission

29 410 €

52 844 € en 2016

Baisse du coût liée à la diminution du temps de travail d'un agent sur cette mission

Financement FIPHFP

11 630 €

(enquête handitorial)

- 3 enquêtes :
 - → Bilan Social 2016 (campagne proposée aux collectivités de plus de 20 fonctionnaires)
 - → Handitorial
 - → Enquête flash sur le dispositif de la loi Sauvadet - DGCL
- 57 études et analyses réalisées : Fiches repères du Bilans Social, baromètres de l'emploi...
- 128 analyses individuelles du Bilan Social à destination des collectivités
- Accueil et suivi d'un stagiaire 2^{ème} année IUT STID UPPA



LA GESTION DU CONSEIL DE DISCIPLINE

Missions

- → Assurer, pour le compte des collectivités affiliées, le secrétariat du Conseil de discipline composé de représentants des employeurs et du personnel et présidé par un Magistrat du TA
- → En amont des séances, assister les employeurs territoriaux dans la procédure disciplinaire

Coût mission

7 358 €

2 conseils de discipline
 (5 en 2016, 6 en 2015, 5 en 2014)

- Type de collectivités concernées :
 - \rightarrow 2 communes
- Catégories hiérarchiques des agents concernés :
 - → 2 fonctionnaires de catégorie C
- Avis prononcés :
 - → exclusion temporaire de fonctions d'une durée de 15 jours
 - → révocation



LES RÉSEAUX PROFESSIONNELS : DRH-DGS ET SECRÉTAIRES DE MAIRIE

Missions

- → Organiser des rencontres régulières avec les professionnels des collectivités : veille juridique et partage d'expériences
- → Réseau DRH et DGS : collectivités employant + de 20 fonctionnaires
- → Réseau Secrétaires de mairie : collectivités employant – de 20 fonctionnaires

Coût missions

DRH-DGS

42 560 €

38 841 € en 2016

Hausse liée essentiellement aux frais de personnel

Secrétaires de mairie

22 577 €

- **2** réseaux professionnels gérés en Direction Générale :
 - DRH et DGS:
 - 2 rencontres
 - 97 participants
 - Secrétaires de mairie :
 - 2 sessions 8 rencontres
 - **351** participants



LA COMMUNICATION EXTERNE

Missions

- → Communiquer sur les actions du CDG 64
- → Accentuer la dématérialisation des échanges

Coût mission

40 048 €

44 908 € en 2016

- Différentes actions pilotées en Direction Générale :
 - → la planification annuelle des rencontres et réunions du CDG 64
- → le rapport annuel d'activités des services
- → les vœux dématérialisés
- → le colloque en partenariat avec l'UPPA : "L'exercice des compétences locales : entre rationalisation et créativité ", les 23 et 24 novembre 2017
- → la refonte du site Internet

Zoom ⇒



LA REFONTE DU SITE INTERNET





Portail Maison des Communes

Projet commun des 4 structures : ADM, APGL, CAS et CDG

▶ 3 réunions du Comité de pilotage avec les élus des 4 structures

▶ 6 réunions du Comité technique

Site Internet CDG 64 mis en ligne le 11 septembre 2017

- Un outil de travail et de communication avec les collectivités du 64 dans tous les domaines de la RH
 - 80 % des informations réservées uniquement aux collectivités du 64
 - De nombreux guides techniques et modèles d'actes disponibles
- Une source d'informations à destination de tous les publics en matière d'emploi, de recrutement, de concours et d'examens professionnels, de carrière dans la FPT, de santé au travail et de nombreuses données chiffrées et statistiques pour mieux connaître la FPT
- + de 180 pages nouvelles et entièrement rédigées par les services
- Site évolutif : des actualités régulièrement mises en ligne
- **520 utilisateurs par jour** en moyenne





Coût (hors charges de personnel):

maintenance annuelle









SECRÉTARIAT GÉNÉRAL



7,22 Équivalents Temps Plein

A: 1,80

B: 2,16

C: 3,26

(8,28 ETP en 2016)

~ 883 724 €

→ 15,4 % des dépenses

de fonctionnement

dont **Fonctions support**:

6,98 %

(832 103 € / 2016)



LA GESTION DU PERSONNEL

Missions

→ Gérer les ressources humaines du CDG 64

- Au 31/12/2017 : 63 agents sur emploi permanent (67 en 2016) : 51 titulaires,
 10 contractuels, 2 FMPE
- **54** agents intervenus sur le Pôle Missions temporaires (14,5 ETP par mois)
- 96 formations suivies par 53 agents
- 249 arrêtés relatifs au personnel
- **55** contrats de travail + **75** avenants

Coût mission

69 611 €

74 330 € en 2016



LA PAIE ET LA COMPTABILITÉ, LE BUDGET ET LES FINANCES

Missions

→ Assurer la gestion de la paie, de la comptabilité, du budget et des finances du CDG 64

- 3 341 écritures comptables
 - → 2 423 mandats
 - → 918 titres de recette

Coût missions

Paie et comptabilité :

51 900 €

52 279 € en 2016

Budget et finances:

11 417 €

11 571 € en 2016

- 1 312 bulletins de paie tous statuts confondus
- Soutien des services opérationnels en matière financière



LA GESTION DE L'ACCUEIL ET DU COURRIER

Missions

→ Assurer l'accueil général de la Maison des Communes (y compris l'APGL, l'ADM 64 et le CAS départemental)

- **5 721** visiteurs (+ 9 %)
- 20 655 appels téléphoniques reçus (- 16 %)
- + de 30 330 courriers expédiés (- 41 %)
- **70** colis expédiés (- 49 %)
- **18 390** courriers reçus (- 8 %)
- 7 expéditions en nombre réalisées, soit 5 226 plis (- 55 %)

Coût mission

62 082 €

44 554 € en 2016

Hausse liée essentiellement aux frais de personnel supplémentaires en l'absence de l'agent d'accueil



LE SUPPORT INFORMATIQUE

Missions

- → Assurer la maintenance et l'évolution du parc informatique, du réseau, des logiciels et outils associés (téléphonie)
- → Développer des applicatifs pour les besoins des services
- → Assurer la maintenance du site Internet
- → Sécurisation des applications

- 70 postes informatiques gérés
- Développements internes à relever : logiciel GRH (PPCR, dématérialisation...) et base documentaire pour le site Internet
- 7 progiciels gérés + AGIRHE pour certaines instances
- Environ 750 interventions pour assister des agents du CDG 64
- Paramétrage du nouveau site Internet pour sa mise en production et sa maintenance

Coût mission

99 649 €

95 476 € en 2016



RENOUVELLEMENT DES SERVEURS



Opération importante en termes de sécurité et de continuité d'accès au ressources informatiques

- Z
- de
 - 0
- Le renouvellement des serveurs était nécessaire compte tenu de l'obsolescence du matériel et des systèmes d'exploitation
- Une consultation a été lancée pour faire appel à un prestataire pour l'installation et le paramétrage du système
 - 1 seule réponse : Heliantis
- Le matériel a été acquis auprès de l'UGAP
- L'opération s'est déroulée sur 12 jours <u>sans indisponibilité des ressources</u>, une part importante des travaux s'étant déroulée en dehors des heures ouvrées
- Coût total (hors charges de personnel) :
 - Heliantis : 14 780 €
 - **UGAP: 52 833 €**



67 613 €



LA MAINTENANCE MDC ET LA GESTION DES PRESTATAIRES

Missions

- → Intervenir pour le compte des besoins de la structure
- → Assurer la gestion des prestataires divers

Coût missions

Maintenance:

47 040 €

45 555 € en 2016

Gestion des prestataires :

10 328 €

9 848 € en 2016

- Parc automobile :31 véhicules gérés (APGL et CDG 64)
- + de 750 interventions annuelles (petites opérations de maintenance, reprographie interne...)
- 6 déménagements/aménagements de bureaux
- Suivi des différents prestataires : espaces verts, alarmes, ascenseurs...



LES ARCHIVES DU CENTRE DE GESTION

Missions

→ Effectuer le tri et le classement les archives du Centre de Gestion

 Mission effectuée par 1 archiviste du CDG 64

Coût mission

6 606 €

33 539 € *en 2016*

Baisse liée essentiellement aux frais de personnel : absence d'archiviste affecté à l'archivage interne au CDG sur la majorité de l'année 2017



LA REPROGRAPHIE POUR LES COLLECTIVITÉS

Missions

→ Assurer la reprographie de documents pour des collectivités et pour des besoins en interne

 18 communes ont sollicité le CDG 64 pour la mise en page et l'édition de bulletins municipaux

 Reprographie pour des besoins internes à la Maison des Communes (hors CDG 64) : APGL, ADM 64...

Coût mission

4 136 €

4 111 € en 2016

Mission facultative (avec financements propres)



LA GESTION DES FMPE

Missions

→ Assurer la prise en charge des fonctionnaires momentanément privés d'emploi

Coût mission

194 088 €

189 564 € en 2016

Recettes : 214 662 € (collectivités

et mise à disposition...)

Reversement à venir de l'excédent

au CDG 33:

28 315 € (enveloppe coopération régionale)

- **2** FMPE gérés au 31/12/2017 :
 - → 2 agents de catégorie A
 - → 1 agent de catégorie A bénéficie d'un congé spécial depuis le 01/12/2017 (pris en charge par sa collectivité d'origine)
- Missions confiées à 2 agents de catégorie A



LA GESTION DU DROIT SYNDICAL

Missions

- → Suite aux élections professionnelles de décembre 2014, les conditions d'exercice du droit syndical pour les organisations syndicales représentatives ont été définies
- → Nouvelles conventions signées qui concernent exclusivement les personnels des collectivités affiliées (sauf avec la CGT)

Coût mission

326 892 €

279 651 € en 2016

Hausse liée essentiellement au montant des demandes de remboursement d'activités syndicales émanant des collectivités (+ 58 194 €)

- 6 organisations syndicales : CFDT, CGT, FO, SD64-UNSA, SUD et LAB
- 201 demandes de remboursement de décharges de services
- 21 demandes de remboursement d'autorisations d'absence
- 11 demandes diverses des organisations syndicales dans le cadre de la convention : commandes de matériel, tirages...



DIRECTION EMPLOI ET RECRUTEMENT



27,02 Équivalents Temps Plein

A: 3,48

B: 6,16

C: 4,16

+ Agents contractuels PMT:

13,22

€

1 559 932 €

→ 27 % des dépenses

de fonctionnement

(26,66 ETP en 2016)

(1 540 219 € en 2016)



PÔLE RECRUTEMENT





L'ASSISTANCE AU RECRUTEMENT

Missions

→ Accompagner les employeurs territoriaux dans les recrutements de leur personnel

- 94 accompagnements au recrutement de collectivités → + 45 % par rapport à 2016
- 2/3 → accompagnements de communes (dont 60 % = communes de de 1 000 habitants)
- 2/3 → postes de catégorie C
- **63** % → postes de la filière administrative
- En complément, quelques accompagnements partiels: participation à 2 commissions de sélection, tris de CV pour 6 collectivités et élaboration d'avis de recrutement pour 5 autres
- La part des recrutements de secrétaires de mairie, adjoints au secrétaire de mairie ou DGS est comparable au niveau de 2016 : 37 % des recrutements accompagnés

Coût mission

113 965 €

103 421 € en 2016

Zoom ⇒



L'ASSISTANCE AU RECRUTEMENT



Le développement d'un accompagnement de plus en plus qualitatif

- De plus en plus de cadrages de recrutement en collectivité, avec une réelle analyse qualitative du besoin et de l'organisation de la collectivité
- Le développement d'une présence du Centre de Gestion à un second entretien pour un ou plusieurs candidats
- La mise en œuvre à titre expérimental d'entretiens préalables à la prise de poste : cadrage des attendus, du rôle et positionnement de chacun, conditions de travail, rémunération, formation...
- ▶ 30 collectivités ont répondu au questionnaire d'évaluation, toutes ont estimé l'accompagnement « satisfaisant » voire « très satisfaisant »
- La croissance des sollicitations des candidats non retenus avant ou après entretien : une réponse individualisée par entretien téléphonique est proposée









L'ACCOMPAGNEMENT DANS LE RECRUTEMENT ET LA GESTION DES CONTRATS D'APPRENTISSAGE ET CONTRATS AIDÉS

Missions

→ Accompagner les employeurs territoriaux dans les recrutements et la gestion d'apprentis et d'emplois d'avenir

- **3** participations à des réunions organisées par les partenaires du dispositif : Région Nouvelle-Aquitaine, Cap Emploi, Centre Ressource Formation Handicap
- Poursuite en 2017 du plan d'actions relatif à la promotion de l'apprentissage ayant abouti à **2 interventions en conseil communautaire**
- Participation au Salon de l'apprentissage des Pyrénées-Atlantiques organisé par le Collectif des CFA et à destination du grand public : 6 demi-journées
- 2 accompagnements de collectivités au recrutement :
 1 CAE et 1 apprenti
- 248 consultations juridiques <u>écrites</u> (80 % concernant les emplois aidés : emplois d'avenir et CAE)
- En marge de cette mission : **30** consultations écrites relatives aux **stages en entreprise**

Coût mission

36 345 €

56 983 € en 2016

Baisse liée à la diminution du temps de travail d'un agent sur cette mission

Financement FIPHFP = 20 030 €



LES RÉSEAUX DE MAÎTRES D'APPRENTISSAGE ET DES TUTEURS EMPLOIS D'AVENIR

Missions

→ Organiser des rencontres avec les maîtres d'apprentissage, les tuteurs emplois d'avenir et des structures spécialisées : partage d'expériences, élaboration d'outils pratiques pour le suivi des jeunes au quotidien

- En 2017, une session de réseau des maîtres d'apprentissage organisée :
 - 2 réunions
 - 21 participants
 dont 20 issus de collectivités non affiliées adhérentes

Coût mission

Réseau maîtres d'apprentissage

8 094€

9 788 € en 2016

Réseau tuteurs emplois d'avenir

9 606 €

 Réunions animées par des cadres et gestionnaires du CDG, en collaboration avec le Collectif des CFA des Pyrénées-Atlantiques



LE RECRUTEMENT ET LA FORMATION DE TRAVAILLEURS HANDICAPÉS

Missions

- → Mission créée en 2016
- → Favoriser et accroître le recrutement durable de 30 personnes en situation de handicap dans le cadre des activités du PMT et au sein des communes du département

Coût mission

25 308 €

7 792 € en 2016

- Hausse essentiellement liée au développement de cette nouvelle mission et à la mise en place de la formation
- Financement FIPHFP =

- Mise en place d'une formation au métier d'Agent polyvalent administratif et comptable pour les collectivités de moins de 1 000 habitants
- 4 Partenaires : Région Nouvelle-Aquitaine,
 INFA Aquitaine, Pôle Emploi et Cap Emploi
 Béarn et Pays Basque
- 2 financeurs : le FIPHFP et la Région Nouvelle-Aquitaine
- Gratification des tuteurs des stagiaires prise en charge par le CDG 64 (via la convention avec le FIPHFP) → 500 € brut /

21 451 € tuteur



LE RECRUTEMENT ET LA FORMATION DE TRAVAILLEURS HANDICAPÉS

Missions

- → Mission créée en 2016
- → Favoriser et accroître le recrutement durable de 30 personnes en situation de handicap dans le cadre des activités du PMT et au sein des communes du département

Coût mission

25 308 €

7 792 € en 2016

- Hausse essentiellement liée au développement de cette nouvelle mission et à la mise en place de la formation
- place de la formation
 Financement FIPHFP =
 21 451 €

- 1ère session de formation organisée de septembre 2017 à janvier 2018 sur le secteur Béarn
 - 15 participants, dont 13 ont obtenu leur certificat de compétences
 - 27 collectivités d'accueil pour le stage pratique
 - 210 heures de formation en alternance avec
 280 heures de stage pratique (8 semaines de stage)
 - 1 mois après la remise des certificats de compétences, les deux tiers sont en emploi (Pôle Missions temporaires, recrutement en collectivité, CDD)
 - 2^{nde} session sur le secteur Pays Basque à partir de février 2018 (13 stagiaires)



PÔLE CONCOURS ET EXAMENS PROFESSIONNELS





L'ORGANISATION DES CONCOURS ET EXAMENS PROFESSIONNELS

Missions

→ Organiser les concours, les examens professionnels et les sessions de sélections professionnelles

Coût mission

419 422 €

459 241 € en 2016

<u>Recettes</u>: 231 962 €

dont reversement du CDG 33:

31 651 €

<u>Dépenses</u>: remboursements Conventions concours/examens professionnels et paiement des intervenants

CONCOURS ET EXAMENS PROFESSIONNELS

- 3 concours (100 postes) + 4 examens professionnels + centre d'épreuves écrites pour 1 concours organisé par le CDG 40
- 1631 candidats inscrits 1016 présents
- 11 listes d'aptitude suivies : 183 lauréats
 21 lauréats ont bénéficié d'une réinscription pour une 4ème année

SÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

 3 sessions de sélections professionnelles pour 15 collectivités – 18 candidats déclarés aptes

34



LA GESTION DE LA BOURSE DE L'EMPLOI

Missions

- → Assurer une large diffusion des offres et demandes d'emploi afin de mettre en relation les employeurs territoriaux et les demandeurs d'emploi (via le portail Internet SET)
- **160** personnes à la recherche d'emploi
- 523 offres d'emploi
- **76,25** % des inscrits sur le SET sont demandeurs d'emploi ou fonctionnaires
- 33,13 % des demandes d'emploi concernent la catégorie C
- 243 demandes de renseignements relatives au SET dont environ 98 % par téléphone

Coût mission

17 953 €

20 303 € en 2016



LA PROMOTION DE LA FPT

Missions

- → Promouvoir l'emploi public territorial
- → Mener des actions d'information auprès de candidats à un emploi public, lauréats de concours et agents des collectivités
- → Renseigner le public

Coût mission

52 207 €

47 781 € en 2016

INTERVENTIONS

- 4 interventions en établissements de formation :
 86 participants
- 2 interventions à l'UPPA : 26 participants
- 3 interventions avec des acteurs de l'emploi et de l'insertion professionnelle : 50 participants
- 4 forums : 94 participants

SÉANCES D'INFORMATION

- 7 séances examens professionnels de catégorie C :
 137 participants
- 2 réunions d'information pour les lauréats de concours : 12 participants
- 12 rendez-vous individuels : accompagnement à la recherche d'emploi (aucun dans le cadre du suivi des lauréats inscrits depuis 2 ans et + sur liste d'aptitude)

RENSEIGNEMENTS FPT

2 293 appels, 234 courriers et 654 courriels envoyés



LES DIPLÔMES UNIVERSITAIRES

Missions

→ Partenariat avec l'UPPA et les CDG du Bassin des Pays de l'Adour : proposer aux employeurs territoriaux des candidats formés aux métiers de secrétaire de mairie et de cadre administratif territorial

Coût mission

44 852 €

45 340 € *en 2016*

DU MAGT (créé en 2008)

- → 4 CDG partenaires
- → **30** étudiants (session 2016-2018)
- → **19** étudiants (session 2017-2019)
- \rightarrow 389 h de cours
- → Coût pour le CDG 64 : **10 974 €** pour chacune des deux sessions

DU Cadre territorial (créé en 1999)

- → 3 CDG partenaires
- → **19** étudiants (session 2016-2018)
- → **24** étudiants (session 2017-2019)
- \rightarrow 101 h de cours
- → Coût pour le CDG 64 : **1 760 €** pour chacune des deux sessions



L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES ÉTUDIANTS DES DIPLÔMES UNIVERSITAIRES



Enquête diffusée par courriel 8 mois après la fin de la formation

DU MAGT – 30 étudiants – 19 pour lesquels nous avons des informations :

Insertion professionnelle:

- 10 travaillent en collectivité
- 9 travaillent pour le PMT (parfois en complément d'un TNC en collectivité)
- 2 demandeurs d'emploi
- 1 en activité dans le secteur privé

Concours:

Rédacteur territorial : 1 lauréat, 1 admissible et 7 l'ont passé sans succès

Rédacteur principal de 2^{ème} classe : 1 lauréat, 1 l'a passé sans succès

DU Cadre territorial – 21 étudiants – 9 pour lesquels nous avons des informations :

Insertion professionnelle:

8 travaillent en collectivité

1 est demandeur d'emploi et a entamé une formation (formation APACC Pays Basque)

Concours:

Rédacteur territorial : 1 lauréat, 1 est admissible et 2 l'ont passé sans succès

Rédacteur principal de 2^{ème} classe : 4 lauréats

Attaché: 1 admissible et 1 l'a passé sans succès

Z

O

0

V



PÔLE MISSIONS TEMPORAIRES





LES MISSIONS TEMPORAIRES

Missions

→ Assurer la continuité remplaçant services en collectivité un agent momentanément absent OU faire face pour un accroissement temporaire d'activité

Coût mission

656 912 €

628 930 € en 2016

- Hausse liée essentiellement à l'augmentation des frais de déplacement et des allocations chômage versées
- Mission facultative (avec financements propres) déficitaire de 9 448 €

- 143 employeurs territoriaux ont sollicité le Pôle (125 en 2016, soit + 14 %)
- 54 agents intervenus sur le Pôle = 14,5 ETP
- Répartition des interventions par type de collectivités :
 - **71 % des interventions en communes**, dont 48,5 % dans des communes de moins de 500 habitants,
 - 23 % dans des intercommunalités,
 - 6 % dans des Agences postales communales.
- 89 % des heures d'intervention facturées relèvent de la filière administrative, dont 84 % sur des emplois de Secrétaire de Mairie ou agent de gestion administrative
- 15 agents du PMT ont trouvé un poste pérenne



LES ARCHIVES

Missions

→ Réaliser pour les collectivités qui le demandent des prestations d'archivage : classement, formation des agents...

Coût mission

145 549 €

175 263 € *en 2016*

Mission facultative (avec financements propres) déficitaire de 29 714 €

- 4 archivistes jusqu'au 30 septembre, puis
 3 archivistes
- 15 états des lieux réalisés
- 14 interventions en collectivité, dont
 3/4 en communes, pour un total de
 599 jours d'intervention
- 5 interventions pour la mise jour d'archives, pour un total de 27 jours d'intervention
- Les interventions en communes concernent des communes de 160 à plus de 11 000 habitants



DIRECTION EXPERTISE JURIDIQUE ET INSTANCES CONSULTATIVES



14,31 Équivalents Temps Plein

A: 6,77

B: 2,48

C: 5,06

€

995 942 €

→ 17,4 % des dépenses

de fonctionnement

(14,49 ETP en 2016)

(962 827 € en 2016)



PÔLE GESTION STATUTAIRE





LA GESTION DES DOSSIERS INDIVIDUELS

Missions

- → Assurer la tenue des dossiers des fonctionnaires et des agents contractuels employés dans les collectivités affiliées
- → S'assurer de la légalité des actes transmis
- → Assurer la gestion et le suivi des déclarations de vacance d'emploi

- 9 536 dossiers de fonctionnaires gérés (9 466 en 2016)
- Mise en œuvre de la réforme du PPCR :
 - Mise à jour interne importante du logiciel carrière
 - 9 300 arrêtés de reclassement produits

Zoom ⇒

■ Le suivi de **2 076** déclarations de vacance d'emploi (**7**)

Coût mission

142 631 €

132 079 € en 2016



MISE EN ŒUVRE DE LA RÉFORME PPCR



Mise à jour importante du progiciel « Carrière »

- Nombre de grades créés : 103
- Nombre de grilles indiciaires créées : 103
- Nombre de règles d'avancement de grade créées : 95
- Nombre de fiches « cadres d'emplois » mises à jour : 52







LA GESTION DES CAP

Missions

→ Assurer, pour le compte des collectivités affiliées, le secrétariat et l'animation des CAP (A, B et C) obligatoirement consultées par l'autorité territoriale avant toute décision à portée individuelle

Coût mission

94 759 €

91 482 € en 2016

12 réunions des CAP :

- 2 063 dossiers traités (hors promotion interne) dont :
 - 1 646 avancements de grade (
 √ de 51 %
 par rapport à 2016)
 - **221 dossiers** de demande de disponibilité
- Traitement de la promotion interne
 - 178 postes ouverts
 - 169 dossiers reçus
 - 99 postes attribués :
 - 33 en catégorie A
 - 26 en catégorie B
 - 40 en catégorie C



L'ASSISTANCE JURIDIQUE GESTION STATUTAIRE

Missions

- → Conseiller les employeurs dans toutes les étapes de la carrière d'un agent : recrutement, avancement, promotion, rémunération, absence, disponibilité...
- → Mettre à disposition des collectivités des notes juridiques et des modèles de documents : projet d'arrêtés, de délibérations...

Coût mission

59 724 €

TOTAL DES CONSULTATIONS

7 + 54 % / 2016

- **5 043** consultations (téléphone, courriel, courrier) :
 - → 3 969 consultations → expertise statutaire
 - → 1 074 consultations → organisation des Commissions Administratives Paritaires

PRÉCISIONS SUR LES CONSULTATIONS

- \rightarrow 2 467 courriels
- → 2 564 appels téléphoniques
- \rightarrow 12 courriers

47



PÔLE EXPERTISE JURIDIQUE





LA GESTION DU CTI /CHSCT INTERCOMMUNAL

Missions

- → Assurer le secrétariat l'animation du CT/CHSCT intercommunal consulté pour les questions avis sur liées collectives l'organisation au fonctionnement des collectivités qu'aux ainsi conditions de travail
- → Collectivités employant de 50 agents

Coût mission

72 730 €

63 612 € en 2016

Hausse liée essentiellement à l'augmentation des frais de personnel (réorganisation)

- Près de 800 collectivités et établissements publics relèvent du CT/CHSCT intercommunal
- 11 réunions au total (en baisse par rapport à 2016) :
- → 5 réunions du CHSCT 33 dossiers
- → 6 réunions du CTI 396 dossiers (+ 21 dossiers par rapport à 2016)

49



LE RÉSEAU DES GESTIONNAIRES DE CARRIÈRE

Missions

- → Organiser des rencontres régulières avec les professionnels des collectivités et assurer une veille juridique statutaire
- → Collectivités employant+ de 20 fonctionnaires

- 1 session
- 3 rencontres (1 demi-journée chacune) : fiabilisation des comptes individuels retraite de la CNRACL
- 66 participants (contre 82 en 2016) dont 4 participants de collectivités non affiliées adhérentes

Coût mission

7 765 €

10 315 € en 2016



L'ASSISTANCE JURIDIQUE

Missions

- → Conseiller les employeurs en matière de gestion du personnel : temps de travail, rémunération, régime indemnitaire...
- Mettre à disposition des collectivités des notes juridiques et des modèles de documents : projet d'arrêtés, de délibérations...

TOTAL DES CONSULTATIONS

u					
l, e		CONSULTATIONS TÉLÉPHONIQUES	COURRIELS	AUTRES (courriers, déplacements collectivités, RDV au CDG)	TOTAL
s s t	Expertise juridique (hors CTI)	1 809	1 460	8	3 277
	Expertise juridique CTI	994	945	16	1 955
	TOTAL	2 803	2 405	24	5 232

Coût mission

148 678 €

153 907 € en 2016

2016:4052

2017:5232

7 + 29 %



LE CONTENTIEUX

Missions

→ Assister les collectivités dans les contentieux

- Assistance au contentieux administratif :
 - 1 collectivité assistée

Coût mission

10 876€

16 394 € en 2016



INFORMATION DOCUMENTATION ET COMMUNICATION

Missions

→ Mener des actions d'information et de formation auprès des élus, professionnels RH...

territorial" – courriel aux collectivités + Internet

Coût mission

126 057 €:

- Pôle Expertise juridique :84 260 €
- Pôle Gestion statutaire :19 228 €
- Pôle Protection sociale et retraite :22 569 €

 1 bulletin interne de veille juridique (en interne) tous les 15 jours -Intranet

■ 11 numéros - bulletin "Le Personnel

■ Veille juridique : notes, guides et modèles de documents

Zoom ⇒



SITE INTERNET CDG 64 - DEJIC



3 onglets DEJIC → 119 pages (sur 188 pages du site Internet)

- 0
- Nombre de pages de présentation explicatives rédigées : 119
- Nombre de documents insérés (guides, notes techniques, modèles de documents) : 162
- Nombre de projets d'arrêtés et de délibérations pour les collectivités : 210
- Nombre d'actualités rédigées et insérées sur le site :
 40 (en moyenne 6-7 par mois)



PÔLE PROTECTION SOCIALE ET RETRAITE





LE COMITÉ MÉDICAL DÉPARTEMENTAL

Missions

- → Gestion du secrétariat du comité médical départemental
- → Composé de médecins agréés par le Préfet
- → Rend des avis motivés sur l'indisponibilité physique non liée à l'activité professionnelle : droits à congés de maladie des agents et leur situation médicale à l'issue de ces congés

Coût mission

81 283 €

63 455 € en 2016

Hausse liée essentiellement aux frais de personnel

- 12 réunions (1 par mois)
- 907 dossiers examinés
 (- 20 dossiers / 2016)
- Environ 76 dossiers par réunion
- **49** % des dossiers = collectivités affiliées
 - **51** % des dossiers = collectivités adhérentes

Zoom ⇒



COMITÉ MÉDICAL DÉPARTEMENTAL



- Aucun changement sur la répartition des dossiers entre collectivités affiliées et adhérentes par rapport à 2016
- Une évolution réglementaire → diminution des cas de saisines liés à l'attribution ou au renouvellement du temps partiel thérapeutique (les nouvelles dispositions réglementaires visent à simplifier la procédure)
- ▶ Relative stabilité du nombre de dossiers examinés par rapport à 2016 malgré la diminution des cas de saisine









LA COMMISSION DÉPARTEMENTALE DE RÉFORME

Missions

- → Gestion du secrétariat de la commission départementale de réforme
- → Composée de médecins agréés, de représentants de l'Administration et du personnel
- → Rend des avis motivés sur l'indisponibilité physique liée à l'activité professionnelle (maladie professionnelle, accidents de travail, mise à la retraite pour invalidité...)

- 14 réunions (1 par mois + 2 réunions supplémentaires en 2017)
- 303 dossiers examinés (+ 20 dossiers / 2016): environ 22 dossiers par réunion
- 51 % des dossiers = collectivités affiliées
 49 % des dossiers = collectivités adhérentes

Coût mission

67 029 €

63 535 € *en 2016*



LE RÔLE DE CORRESPONDANT DE LA CNRACL

Missions

- → Convention de partenariat avec la Caisse des Dépôts :
- assurer une mission d'aide à la constitution et au contrôle des dossiers de retraite
- assurer une mission de formation et d'information des collectivités affiliées, des agents et des retraités

DOSSIERS

- 329 dossiers traités dont :
 - **178** dossiers de retraite (+ 40 dossiers / 2016)
 - 151 dossiers de validation de service
 (- 30 dossiers / 2016)

Coût mission 102 822 €

109 612 € en 2016

Dossiers: 55 456 €

Subvention CNRACL = 10 630 €

Information: 47 366 €

Subvention CNRACL = 10 000 €

INFORMATION

- 19 estimations de pension de retraite :
 - **16** rendez-vous au CDG
 - **3** courriers ou courriels envoyés



LA GESTION DES ALLOCATIONS CHÔMAGE

Missions

- → Assister les collectivités qui le demandent dans le calcul des allocations pour perte d'emploi pour leurs collaborateurs qui perdent involontairement leur emploi
- → Mettre à disposition un logiciel de calcul

Coût mission

16 524 €

11 891 € en 2016

Hausse liée essentiellement à la convention avec le CDG 17 pour le traitement et la gestion des dossiers d'allocation chômage

- 33 dossiers suivis mensuellement (+ 4 dossiers par rapport à 2016)
- 5 études réalisées pour l'ouverture d'un droit jusqu'au 30 juin 2017
- 23 collectivités accompagnées (calcul mensuel des allocations)





LA GESTION DES ALLOCATIONS CHÔMAGE



- Mission confiée le 1^{er} juillet 2017 au CDG 17:
 - 8 études réalisées pour l'ouverture d'un droit (- 4 dossiers au total par rapport à 2016)
 - ▶ 149 actualisations mensuelles en 6 mois









L'ASSISTANCE JURIDIQUE PROTECTION SOCIALE

Missions

- → Conseiller les employeurs sur les questions de protection sociale et de retraite
- → Mettre à disposition des collectivités des notes juridiques et des modèles de documents : projet d'arrêtés, de délibérations...

Coût mission

53 002 €

42 093 € en 2016

- TOTAL DES CONSULTATIONS 77 + 25 % / 2016
- **6 078** consultations (téléphone, courriel, courrier, rendez-vous au CDG, déplacements) :
 - → 3 381 consultations → expertise juridique protection sociale et de retraite : 97 % pour les collectivités affiliées
 - → 2 697 consultations → instances médicales : environ 25 % pour les collectivités adhérentes
- PRÉCISIONS SUR LES CONSULTATIONS
 - → 3 432 consultations téléphoniques
 - → Près de **2 495** courriels
 - → 145 renseignements par courrier (situations complexes)
 - → 6 rendez-vous : élus et services RH (dossiers particuliers)
- Rédaction de notes, guides...



LA GESTION DES CONTRATS

COLLECTIFS (RISQUES STATUTAIRES)

Missions

- → Négocier et proposer aux employeurs territoriaux un contrat dit "groupe" afin qu'ils obtiennent le remboursement de prestations versées aux agents ou à leurs ayants droits en cas d'indisponibilité physique ou de décès
- → CDG 64 : interface entre les collectivités et l'assureur

Coût mission

12 052 €

18 423 € en 2016

- Contrat de 4 ans avec la CNP (assureur) et SOFAXIS (courtier) – fin 31/12/2020
- 453 collectivités associées à la démarche
- **537** collectivités adhérentes au 1^{er} mars 2018 :
 - → 497 collectivités de moins de 30 fonctionnaires CNRACL
 - → 40 collectivités de plus de 30 fonctionnaires CNRACL



DIRECTION SANTÉ ET CONDITIONS DE TRAVAIL



18,87 Équivalents Temps Plein

A: 14,98

B: 3,89

 $\mathbf{C}:\mathbf{0}$

1 479 763 €
 → 25,8 % des dépenses
 de fonctionnement

(22,07 ETP en 2016)

(1 626 957 € en 2016)



DONNÉES GLOBALES DSCT

- 561 collectivités et établissements publics adhérents Santé au 31 décembre 2017
- 3 collectivités adhérentes uniquement pour l'équipe pluridisciplinaire
- 12 558 agents suivis en collectivités
 - → Collectivités: 4 620 SMP (36,8 %)
- État : 3 004 agents suivis pour 20 conventions
 - → 5 adhésions en 2017
 - → **378** SMP (12,6 %)
- 3 400 appels reçus au secrétariat





CELLULES SANTÉ



Outil permettant des **points réguliers en collectivité** entre des **représentants de la collectivité** (DRH, conseillers de prévention...) et des **acteurs en santé au travail** (médecin de prévention, infirmière en santé au travail, psychologue du travail, assistante sociale) **du CDG 64**.

Z





V

Objectifs:

- Assurer le **suivi de situations individuelles** problématiques dans la collectivité et **engager des actions pour y remédier**
- Réunir tous les acteurs pour être plus efficace sur le traitement des situations
- De manière plus large, **promouvoir** des **actions** plus globales en **santé au** travail

Mises en place dans **18 collectivités**: Bayonne, CCAS Bayonne, Syndicat Bil ta Garbi, Ciboure, Anglet, Communauté d'Agglomération Pays Basque, Bidart, Urrugne, CCAS d'Anglet, Hendaye, CCAS de Biarritz, Communauté de Communes Lacq-Orthez, Mourenx, Boucau, Mouguerre, Cambo, CCAS de Cambo et SDIS



PÔLE MÉDICO-SOCIAL





LA SURVEILLANCE MÉDICALE DES AGENTS

Missions

→ Éviter l'altération de la santé physique et mentale des agents et vérifier la compatibilité entre le poste de travail et leur état de santé

Coût mission

544 539 €

522 870 € *en 2016*

Hausse liée essentiellement aux frais de formation des médecins et à l'augmentation des frais de déplacement :

70 % = Convention Adhésion à la santé et conditions de travail + Convention Département

- 9 864 visites médicales et entretiens infirmiers :
 - 4 611 visites médicales périodiques
 - 2 914 visites médicales particulières (embauche, reprise, à la demande...) pour 2 132 agents vus
 - 2 339 entretiens infirmiers dont Visites d'information et de Prévention et Visites Médicales d'Aptitude pour les contrats de droit privé
- 6 078 avis favorables
- 1 447 avis autres (aménagement de poste, avis défavorable...)
 - → plus de lien avec les collectivités
- 87% de présence des agents aux visites médicales
- 92 centres de visites utilisés
- 100 rapports rédigés par les médecins pour le comité médical et la commission de réforme
- 104 000 kilomètres effectués par les médecins et infirmières en santé au travail dont 87 600 pour les visites médicales, l'action sur le milieu professionnel et les réunions au CDG



LA SURVEILLANCE MÉDICALE DES AGENTS FONCTION SUPPORT

Missions

→ Éviter l'altération de la santé physique et mentale des agents et vérifier la compatibilité entre le poste de travail et leur état de santé

Coût mission

544 539 €

522 870 € en 2016

Hausse liée essentiellement aux frais de formation des médecins et à l'augmentation des frais de déplacement Financement :

70 % = Convention Adhésion à la santé et conditions de travail + Convention Département

- 11 328 convocations envoyées
- 500 scans de documents médicaux
- Conseil technique (facturation, portail, différents types de visites...): 420 renseignements téléphoniques + 210 mails

Formations agents

- Formation Collaborateurs + stages pour quatre médecins
- DU maître stage santé pour responsable de pôle et médecin tuteur
- DIUST santé au travail pour une infirmière

Au quotidien

- Rôle de coordonnateur médecin
- Réunion de coordination médecins / infirmières hebdomadaire
- 7 réunions de Pôle



REFONTE DES CONVENTIONS AVEC L'ÉTAT



En 2017, toutes les conventions avec l'État ont été révisées

Z

Une convention unique pour toutes les administrations :

0



- Harmonisation des pratiques avec mise en place d'un binôme médecin / infirmier
- Facturation à l'heure pour toutes les prestations
- A permis de récupérer de nouveaux adhérents
- Simplification pour le suivi des conventions et la facturation
- Plus de disponibilité pour les demandes d'Action sur le Milieu Professionnel



L'ACTION SUR LE MILIEU PROFESSIONNEL

Missions

- → Éviter l'altération de la santé physique mentale des agents et vérifier la compatibilité entre le poste de travail et leur état de santé
- 288 actions sur le milieu professionnel (337 en 2016) effectuées par les médecins et infirmières
 - Participation à 90 Cellules et réunions santé pluridisciplinaires
 - Participation à 33 réunions de CHSCT
 - 48 Études de postes réalisées
 - Participation à 43 réunions de travail : présentation, document unique
 - 2 études métrologiques
 - **8** sensibilisations : gestes et postures aides à domiciles, risque infectieux en CCAS
 - 12 propositions / avis sur des sollicitations spécifiques
 - 45 visites de locaux
 - 7 actions diverses : Campagne de vaccinations contre la leptospirose, accueil des saisonniers
 - Liens médecins / infirmières pluriquotidiens avec les collectivités (téléphone / mail)

Coût mission

188 486 €

181 503 € en 2016

Financement:

Convention Adhésion à la santé et conditions de travail

+ subvention



L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL ACTIVITÉ

Missions

- → Proposer aux employeurs territoriaux un accompagnement social pour leur agents
- → Mettre à la disposition des collectivités et de leurs agents des assistants sociaux

Coût mission

102 306 €

83 787 € en 2016

Hausse liée essentiellement aux frais de personnel

Financement:

68 % = contributions de la Convention Adhésion à la santé et conditions de travail

- 460 agents suivis en 2017 (+ 32% par rapport à 2016)
 - **35%** Hommes et **65 %** Femmes
 - 84% catégorie C
 - 44% agents en arrêt de travail, 50 % en activité et 6 % autre
- 258 nouveaux dossiers (56 %), 115 réouvertures (25 %) et 19 % de dossiers de 2016
- 67 % des dossiers ont été clôturés en cours d'année
- Type d'accompagnement
 - 62 % professionnelle et santé, 21 % uniquement personnelle et 17 % avec cumul difficultés personnelles et professionnelles
 - 10 % en situation de conflit
 - 73 % accompagnements "longs"
- 165 collectivités concernées
 - 221 agents dans collectivités plus de 100 agents (48 %)
 - 100 agents dans collectivités de moins 20 agents (21 %)
 - 139 agents dans collectivités entre 20 et 100 agents (31 %)
- 34 % des dossiers orientés par un médecin/infirmière, 13 % par collectivité et 10 % démarche personnelle



L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL

OUTILS

Missions

- → Proposer aux employeurs territoriaux un accompagnement social pour leur agents
- → Mettre à la disposition des collectivités et de leurs agents des assistants sociaux

Coût mission

102 306 €

83 787 € en 2016

Hausse liée essentiellement aux frais de personnel

Financement:

68 % = contributions de la Convention Adhésion à la santé et conditions de travail

- 504 rendez-vous avec des agents des collectivités :
 - → 243 visites à domicile
 - → 242 lors des permanences
 - → 19 sur lieu de travail
- 95 permanences sur le département (hors CDG)
- 100 écrits professionnels rédigés
- 1 451 contacts téléphoniques et mails
- Participation à 46 cellules santé auprès de 15 collectivités
- 287 entretiens téléphoniques avec les agents et 199 avec les collectivités
- 85 entretiens physiques avec les collectivités
- 220 entretiens physiques ou téléphoniques avec les partenaires
- 215 dossiers en lien avec la protection sociale
- **36 000 km** parcourus par les **2** assistantes sociales CDG 64 Rapport d'activités et résultats comptables 2017



PÔLE PLURIDISCIPLINAIRE





DONNÉES GLOBALES

- 85 nouvelles demandes d'intervention de la part des collectivités
- 154 demandes d'intervention traitées impactant
 1 256 agents
- 364 déplacements en collectivité
- 46 800 km parcourus



L'APPUI TECHNIQUE SUR LES DOCUMENTS UNIQUES

Missions

- → Conseiller les collectivités territoriales en matière de prévention des risques professionnels, de protection de la santé et la sécurité des agents
- → Accompagner les collectivités dans la rédaction de leur document unique

Coût mission

23 695 €

37 484 € en 2016

Baisse liée essentiellement aux frais de personnel

Financement:

59 % = contributions de la Convention Adhésion à la santé et conditions de travail

- FORMATION-ACTION DE 3 JOURS (ÉCHELONNÉS SUR UN AN)
 - **Objectif** : autonomie de l'assistant de prévention et du référent de la collectivité pour rédiger le Document Unique
 - → 4 itinéraires de formation
 - → 9 collectivités
 - → **33** participants
 - → 9 jours d'intervention
- CONSEILS POUR LA RÉDACTION DU DOCUMENT UNIQUE

Objectif: Apporter une aide ponctuelle à la collectivité dans sa démarche d'évaluation (relecture de grilles, présentation de la démarche...)

- → 6 collectivités
- → 7 jours d'intervention



L'INTERVENTION EN PRÉVENTION SUR DES SITUATIONS DE TRAVAIL

Missions

→Conseiller les collectivités territoriales en matière de prévention des risques professionnels, de protection de la santé et la sécurité des agents → Mettre à disposition des supports techniques, guides et notes techniques

Coût mission

54 212 €

47 908 € en 2016

Financement:

64 % = Convention Adhésion à la santé et conditions de travail + facturation pour l'intervention de l'équipe pluridisciplinaire pour les collectivités non affiliées

- 11 INTERVENTIONS EN PRÉVENTION
 - → 6 interventions en ergonomie
 6 collectivités 172 agents 31,5 jours
 - → 3 missions de conseil3 collectivités 5,5 jours
 - → 1 groupe d'analyse de pratique
 1 collectivité 14 agents 6 jours
 - → 1 visite de locaux avec le CTI1 collectivité 1 jour



L'ACCOMPAGNEMENT AUX PROJETS

Missions

→ Accompagner les collectivités dans les projets de conception de bâtiments ou de postes de travail

Coût mission

27 215 €

26 258 € en 2016

Financement:

60,5 % = Convention Adhésion à la santé et conditions de travail

16 INTERVENTIONS EN ERGONOMIE

Objectif: Intégrer les conditions de travail et la prévention des risques professionnels dans la définition et réalisation du projet

- → **12** collectivités
- → **432** agents concernés
- → **43,5** jours d'intervention



L'ACCOMPAGNEMENT DES CHSCT

Missions

→ Proposer aux employeurs territoriaux de + de 50 agents qui le demandent un parcours d'accompagnement personnalisé pour mettre en place et animer un CHSCT (mis en place en 2015)

<u>Formation-action (5 jours) :</u> fin des accompagnements

- 11 collectivités
- 12 jours de formation
- 83 membres formés

Formation aux RPS : début des accompagnements

- 3 collectivités
- **5** jours de formation
- 35 membres formés

Coût mission

33 284 €

60 004 € *en 2016*

Baisse liée essentiellement aux frais de personnel

Financement:

57 % = contributions de la Convention Adhésion à la santé et conditions de travail

Participation aux CHSCT

- Médecins : **33** réunions
- Agents du CDG en qualité d'experts : 2 réunions



LE CONSEIL EN ORGANISATION

ET RH

Missions

- → Accompagner les employeurs territoriaux dans la rédaction des fiches de poste, dans la mise en place des entretiens professionnels, la formation...
- → Mettre à disposition des outils opérationnels et accompagner leur mise en place (guides, fiche d'entretien professionnel...)
- → Nouvelle mission de conseil en organisation en 2016

Coût mission

31 948 €

38 473 € en 2016

Financement:

43 % = contributions de la Convention Adhésion à la santé et conditions de travail

- POURSUITE DE LA CONSTRUCTION DE LA PRESTATION CONSEIL EN ORGANISATION
- → Suivi de l'itinéraire de formation "conseiller en organisation"
 - 25 jours

INTERVENTIONS EN CONSEIL EN ORGANISATION

- → Problèmes d'organisation, de conflits, redéfinition des missions d'agents, démarche absentéisme...
 - 15 collectivités / 50 agents
 - 20,2 jours
- → Élaboration d'un règlement intérieur type à l'attention des collectivités



L'INSPECTION

Missions

→ Conseiller les collectivités territoriales en matière de prévention des risques professionnels, de protection de la santé et la sécurité des agents

Coût mission

27 342 €

2 928 € en 2016

Hausse liée à la réorganisation de la mission. En 2016, mission non assurée intégralement car en attente de la formation des agents suite à une évolution règlementaire.

Financement:

57,6 % = contributions de la Convention Adhésion à la santé et conditions de travail

Nécessité de former les ACFI du CDG suite à évolution réglementaire

- → 2 visites d'inspection
- → **75** jours de formation + production de documents dans le cadre de la formation
- → Validation lettre de cadrage par Conseil d'Administration et CTI

Zoom ⇒



PRESTATION ACFI



Évolution réglementaire :

- sur les missions de l'ACFI
- sur la formation initiale des ACFI
- Formation de 3 ingénieurs au niveau de la DSCT
 - Formation de 16 jours
 - Mise en œuvre de 2 inspections en collectivité
 - Préparation d'un livret des acquis
 - Certification obtenue auprès du CNFPT
- Lettre de mission rédigée et délivrée à 2 ingénieurs (3ème en cours de formation)
- Convention ACFI à mettre à jour pour tenir compte des évolutions réglementaires









LA GESTION DES ACCIDENTS

Missions

→ Collecter les déclarations d'accident et les analyser afin d'améliorer la prévention

Coût mission

5 786 €

2 512 € en 2016

Financement:

- Contributions de la Convention Adhésion à la santé et conditions de travail
- Convention FNP: 7 000 €

LE SUIVI DES ACCIDENTS

- → 128 accidents dans 43 collectivités déclarés et saisis par le CDG 64 dans la base de données Prorisq
- → 289 accidents dans 83 collectivités saisis par les assureurs et contrôlés par le CDG 64



L'INTERVENTION SUR SITUATIONS COLLECTIVES DÉGRADÉES

Missions

 → Accompagner les employeurs territoriaux dans l'amélioration de la qualité de vie au travail

Coût mission

49 044 €

88 180 € en 2016

Baisse liée aux frais de personnel : diminution du temps de travail affecté à cette mission

Financement:

59 % = contributions de la Convention Adhésion à la santé et conditions de travail

- 16 INTERVENTIONS SUR SITUATIONS COLLECTIVES DÉGRADÉES
 - → 10 interventions en ergonomie
 8 collectivités 76 agents 65 jours
 - → 5 groupes de parole suite à une situation traumatique
 5 collectivités - 26 agents - 7,5 jours
 - → 1 accompagnement pour ambiance de travail dégradée
 1 collectivité - 3 agents - 8,5 jours



L'INTERVENTION SUR SITUATIONS INDIVIDUELLES DÉGRADÉES / SOUTIEN PSYCHOLOGIQUE

Missions

- → Accompagner les agents en difficulté sur leur poste de travail
- → Accompagner les employeurs dans la gestion des situations individuelles dégradées

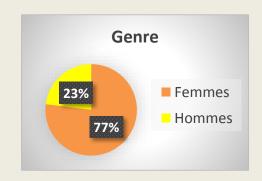
■ 160 AGENTS DE 81 COLLECTIVITÉS ORIENTÉS EN 2017

66% des agents orientés ont saisi une psychologue

- → **105** agents de **59** collectivités
- → **163** entretiens menés

(4,5 jours effectués pour le Département)

73 % catégorie C 17 % catégorie B 10 % catégorie A 30 % administratif 30 % technique 21 % sanitaire et social 12% animation 7% culturel



Coût mission

199 194 €

297 138 € en 2016

Financement:

- -Contributions de la Convention Adhésion à la santé et conditions de travail
- FIPHFP: 175 179 €

ORIENTATION DES AGENTS

→ Médecin: 68 %

→ Infirmières : 21 %

→ Assistantes sociales : 8 %

→ Collectivité : 3 %

COLLECTIVITÉS CONCERNÉES

→ + de 100 agents : 41 %

→ 50 à 99 agents : 32 %

→ 20 à 49 agents : 18 %

→ - de 20 agents : 9 %

PROBLÉMATIQUES

→ Rapports sociaux : 53 %

→ Reprise du travail : 13 %

→ Intensité et temps de travail : 10 %



L'INTERVENTION SUR SITUATIONS INDIVIDUELLES DÉGRADÉES / MAINTIEN DANS L'EMPLOI

Missions

- → Accompagner les agents en difficulté sur leur poste de travail
- → Accompagner les employeurs dans la gestion des situations individuelles dégradées

Coût mission

199 194 €

297 138 € en 2016

Financement:

- Contributions de la Convention Adhésion à la santé et conditions de travail
- FIPHFP: 175 179 €

ÉTUDE DE POSTE POUR DES AGENTS EN SITUATION DE HANDICAP :

- → 9 études de poste réalisées par des ingénieurs ou ergonomes
- → 48 études de poste réalisées par des médecins de prévention et infirmières

PARTICIPATION À DES CELLULES SANTÉ

Participation d'un psychologue à 7 cellules santé dans 5 collectivités



INFORMATION ET CONSEIL TECHNIQUE

Missions

- →Assurer une veille permanente de la règlementation et de l'actualité en santé au travail
- →Renseigner les collectivités sur la règlementation en matière de santé au travail

Coût mission

145 055 €

158 731 € en 2016

Financement:

- **54** % = contributions de la Convention Adhésion à la santé et conditions de travail
- FIPHFP: 41 164 €

CONSEIL TECHNIQUE :

- → 128 consultations sur des thèmes techniques différents traitées par les ingénieurs
- → 368 renseignements sur la thématique du handicap
- → 660 renseignements donnés aux collectivités en support du pôle pluridisciplinaire

DOCUMENTATION :

- → **Veille** réglementaire
- → Mise à jour et création de fiches techniques publiées sur la FAQ du site Internet
- → **Rédaction** des **pages** du nouveau **site Internet**

FORMATION :

- → Travail sur écran 2 collectivités - 13 agents - 1 j
- → Risques professionnels dans les Services techniques :
 - 1 collectivité 21 agents 4 j
- → Risques professionnels en collecte de déchets : 1 collectivité 21 agents 1 j
- pôle → Travaux réglementés des mineurs : 10 agents 1 j

LIEN AVEC LE CTI :

- → Relecture modèle Règlement intérieur type
- → Participation à des groupes de travail (jeunes travailleurs, contingents d'heures)

+ Zooms ⇒

87



FINALISATION DU PROJET RPS



Mallette co-construite dans le cadre d'un dialogue social : élus du Conseil d'Administration du CDG, représentants du personnel, représentants de collectivités (DGS, DRH, secrétaires de mairie)

- U
- 0
- M
- Fiches action : accompagner la réintégration d'un agent, accompagner les situations de violence...
- Livrets de bonnes pratiques : à l'attention des agents et des collectivités
- Fiche état des lieux des pratiques
- Fiches techniques
- Supports de formation et de sensibilisation

Démarche basée sur un COPIL et un groupe projet





DÉMARCHE EN LIEN AVEC L'ASSOCIATION DES MAIRES



En collaboration avec l'Association des Maires des P-A et le Département des P-A, participation à un projet départemental sur l'introduction de produits frais et bruts dans les cantines scolaires

Z





M

Objectifs:

- Faire prendre conscience que ces démarches ont un impact sur les conditions de travail des agents
- Anticiper les besoins afin de limiter l'impact sur la santé des agents
- Réalisation d'un guide et de fiches outils à destination des élus, des responsables de services et des chefs
- Présentation des outils à une table ronde (45 participants : élus, DGS, responsables de cuisine...)
- Participation à 2 réunions avec 12 collectivités pilotes
- Diffusion à l'ensemble des collectivités ayant une cuisine centrale ou autonome + CDG Nouvelle Aquitaine



LE RÉSEAU DES ASSISTANTS DE PRÉVENTION & DES CONSEILLERS DE PRÉVENTION

Missions

- → Animer des réseaux professionnels en matière de prévention des risques professionnels, de protection de la santé et la sécurité des agents
- → Mettre à disposition des supports techniques, guides et notes techniques
- → Échanger sur les pratiques et l'actualité règlementaire

Coût missions

Réseau Assistants de Prévention

28 929 €

41 524 € en 2016

60 % = contributions Convention Adhésion à la santé et conditions de travail

Réseau Conseillers de Prévention

18 722 €

37 657 € en 2016

55 % = contributions Convention Adhésion à la santé et conditions de travail

ASSISTANTS DE PRÉVENTION

- → 659 assistants de prévention désignés dans 336 collectivités
- → Formation de base de 5 jours : 3 formations 35 participants
- → Formation continue de 2 jours : **5** formations **47** participants
- → 5 réunions du réseau sur les thématiques suivantes :
 - analyse d'une situation de travail
 - Prévention du risque chimique / Zérophyto

CONSEILLERS DE PRÉVENTION

- → 1 rencontre 10 conseillers de prévention
- → 2 lettres d'informations diffusées
 - (+ transmises au réseau DRH)



RAPPORT D'ACTIVITÉS ET RÉSULTATS COMPTABLES 2017

Direction de la publication : Michel HIRIART- Avril 2018

Réalisation: les Directions du CDG 64

Coordination et conception graphique : Direction Générale du CDG 64

ISSN: 2648-5273